

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**



Le **Vendredi 20 avril 2012** à 18 h 30 le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique dans la salle du 1^{er} étage de la CCB, sous la présidence de **M. Gérard FROMM, Maire.**

CONVOCAATION	
Date	13/04/2012
Affichage	13/04/2012

NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL		
En Exercice	Présents	Procurations et Absents
33	27	6

THEME : PATRIMOINE 2

**OBJET : CONVENTION
D'OBJECTIFS 2012-2014
VILLE – ETAT – REGION -
DEPARTEMENT
/SAUVETAGE
FORTIFICATIONS VAUBAN
DE BRIANÇON.**

Etaient Présents : POYAU Aurélie, DAERDEN Francine, MUSSON Pascal, GUIGLI Catherine, DUFOUR Maurice, MARCHELLO Marie, MARCADET Didier, GUERIN Nicole, DJEFFAL Mohamed, JIMENEZ Claude, NICOLOSO Alain, PONSART Marie-Hélène, PROREL Alain, PETELET Renée, PEYTHIEU Eric, CODURI Laetitia, FABRE Mireille, AIGUIER Yvon, JALADE Jacques, DAVANTURE Bruno, RAPANOEL Séverine, SIMOND Stéphane, NUSSBAUM Richard, ESCALLIER Karine, ROUBAUD Sabin, SEZANNE Philippe.

Etaient Représentés :

CIRIO Raymond pouvoir à MARCADET Didier.
BRUNET Pascale pouvoir à POYAU Aurélie.
BOVETTO Fanny pouvoir à DJEFFAL Mohamed.
ESTACHY Monique pouvoir à SEZANNE Philippe.
FERRUS Christian pouvoir à ESCALLIER Karine.

Absents-Excusés :

CIRIO Raymond, BRUNET Pascale, BOVETTO Fanny, ESTACHY Monique, FERRUS Christian, VALDENAIRE Catherine.

Secrétaire de Séance : DJEFFAL Mohamed.

Rapporteur : Yvon AIGUIER.

Le site de Briançon appartient aux fortifications de Vauban inscrites sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, au sein des 11 autres sites du Réseau des Sites Majeurs de Vauban.

Briançon représente, parmi les cent cinquante places et ouvrages fortifiés par Vauban, le meilleur exemple de la typologie de fortifications de montagne. Les critères concernant l'état de conservation, l'authenticité, l'intégrité et la présence d'un projet de mise en patrimoine ont pesé dans le choix du site lors de l'inscription au patrimoine mondial.

La Ville de Briançon, le Département des Hautes-Alpes, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Etat ont souhaité la mise en place d'un programme pluriannuel de sauvetage des fortifications de Vauban dans le cadre d'une convention d'objectifs commune.

A travers cette convention, les partenaires s'engagent pour une durée de trois ans (2012-2014) à mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre des travaux de sauvegarde et de mise en sécurité du patrimoine fortifié de Briançon.

Cette convention d'objectifs quadripartite conforte les partenariats, déjà mis en œuvre depuis plusieurs années entre l'Etat et le Département, relatifs aux travaux de mise en sécurité des remparts de la ville et des forts, éléments patrimoniaux essentiels au développement culturel, à l'animation et au rayonnement de Briançon et de sa région.

Les ouvrages concernés par ce contrat sont :

- L'enceinte de la Ville.
- Le Fort des Salettes.
- Le Fort du Randouillet.
- Le Fort Dauphin.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Ville de Briançon.

La programmation prévoit l'engagement de 10 opérations (études et travaux) sur la période comprise entre 2012 et 2014 pour un montant global de 4 500 000 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver le projet de convention tel qu'il est joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, un adjoint, à signer, au nom et pour le compte de la commune, ladite convention, ainsi que toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

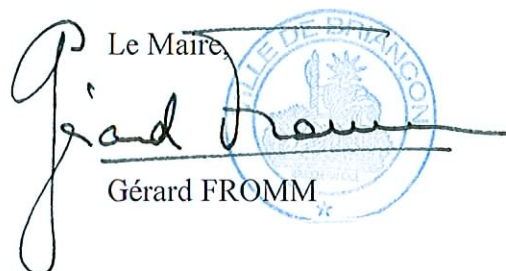

POUR : 32

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire

Gérard FROMM


TRANSMIS LE 23 AVR. 2012
PUBLIÉ LE 23 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE 24 AVR. 2012

Convention d'objectifs Ville de Briançon Etat Région Provence-Alpes Côte d'Azur Département des Hautes-Alpes

Préambule

Le site de Briançon appartient aux fortifications de Vauban inscrites sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, au sein des 11 autres sites du Réseau des Sites Majeurs de Vauban.

Briançon représente, parmi les cent cinquante places et ouvrages fortifiés par Vauban, le meilleur exemple de la typologie de fortifications de montagne. Les critères concernant l'état de conservation, l'authenticité, l'intégrité et la présence d'un projet de mise en patrimoine ont pesé dans le choix du site lors de l'inscription au patrimoine mondial.

Les caractéristiques justifiant l'inscription du site sur la liste du patrimoine mondial sont :

- adaptation totale au site/absence de système ;
- étagement des défenses se flanquant mutuellement dans toute la hauteur ;
- exceptionnelle qualité du paysage fortifié ainsi créé.

En 2007, Briançon s'est attachée à réaliser un plan de gestion, instrument qui permet de conserver, préserver, gérer et mettre en valeur son patrimoine Vauban à court, moyen et long terme.

La commune a commencé sa politique d'acquisition et de mise en valeur de ces éléments patrimoniaux depuis 1978. Afin de permettre à cet ensemble emblématique du territoire de donner sa pleine mesure, l'établissement et la conduite de son plan de gestion passent par la mise en place d'une stratégie territoriale efficace qui réponde aussi bien aux exigences d'aménagement du territoire du site qu'à celles de l'UNESCO, à savoir conserver et protéger l'intégrité et l'authenticité du site dans un objectif de développement durable.

L'ensemble du site Vauban de Briançon présente une valeur éducative, documentaire et économique considérable. Par sa situation géographique exceptionnelle et la présence de différents types d'ouvrages (génie civil, fort et enceinte urbaine), le Bien de Briançon participe pleinement à la compréhension de plus de trois siècles de fortifications.

Cette dimension pédagogique est, à l'heure actuelle, déjà exploitée par le service du Patrimoine de la ville qui développe, dans le cadre de la Convention Ville et Pays d'art et d'histoire, une multitude de prestations, garantissant la connaissance et la compréhension du site. La mise en sécurité et l'amélioration de l'accessibilité des forts assureront par la même occasion une meilleure diffusion des valeurs du bien. Afin d'impliquer au maximum la société civile, objectif clairement défini par la Convention Ville et Pays d'art et d'histoire et exigé par l'Unesco, les activités de médiations sont autant destinées aux touristes qu'à la population locale (scolaires, commerçants, acteurs du tourisme...).

Afin de garantir la valeur universelle exceptionnelle du site de Vauban, il est indispensable d'assurer la préservation et la conservation des fortifications. Cet enjeu implique des objectifs en matière de restauration, d'entretien et de prévention des biens inscrits.

Le bilan sanitaire des ouvrages considérés a été fait de manière complète dans le cadre d'études préalables réalisées en 1995 et 1999 puis réactualisées en 2011 et les analyses faites dans le cadre de ces études restent entièrement valables quant aux pathologies observées.

Les processus de dégradation des ouvrages décrits sont les mêmes que ceux constatés peu de temps après la construction des forts. Toutefois, si les processus sont les mêmes, leur vitesse tend à s'accroître de manière exponentielle, dans le sens réellement mathématique du terme. Cette accélération du processus de dégradation a deux causes : une cause intrinsèque d' « auto-alimentation » du processus et une cause externe : l'arrêt brutal des travaux d'entretien depuis la seconde guerre mondiale.

Les problèmes de sauvetage et de conservation sont malaisés à cerner, moins par complexité technique que par les quantités en jeu et les difficultés d'accès.

Compte tenu de ces analyses, les partenaires reconnaissent la nécessité de conjuguer leurs moyens financiers pour garantir la préservation du bien inscrit au patrimoine mondial.

Cette démarche s'inscrit dans une intervention entreprise depuis plusieurs années avec notamment :

Au titre de conventions annuelles entre l'Etat et la ville et du contrat de ville 2006-2008 signé entre la ville de Briançon et le Département des Hautes Alpes :

- Les études sur les forts Dauphin et du Randouillet subventionnées à hauteur de 30 % par le Département et de 45% par l'Etat ;
- Les travaux de mise en sécurité des remparts évalués à 900 000 € HT et subventionnés par le Département à hauteur de 30% et de 45% par l'Etat ;
- les travaux de confortement rocheux au Fort du Château d'un montant de 402 499 € financés à 30% par le Département ;
- L'opération de sauvetage du casernement 13 du fort du Randouillet estimée à 475 000 € HT bénéficiant d'un taux d'aides publiques de 80 % dont 30% accordés par le Département et de 50% par l'Etat.

Ce contrat est fondé sur les engagements réciproques de chacune des parties visant à mettre en œuvre la programmation déclinée ci-après.

Convention Ville de Briançon Etat Région Provence-Alpes Côte d'Azur Département des Hautes-Alpes

Vu la délibération 109.07 de la Ville de Briançon

Vu le plan de gestion, de conservation et de développement durable de Briançon en date de juillet 2007

Vu la délibération du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

Vu la délibération du conseil général des Hautes Alpes

Vu la convention "contrat de développement" 2012-2015 entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté de Communes du Briançonnais

Vu la délibération de la Ville de Briançon

La Ville de Briançon,
représenté par Monsieur Gérard FROMM, Maire

L'Etat,
Représenté par Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Région

La Région Provence-Alpes Côte d'Azur
représenté par Monsieur Michel VAUZELLE, Président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

Le Conseil Général des Hautes-Alpes
représenté par Monsieur Jean-Yves DUSSEY, Président du Conseil général des Hautes-Alpes

Conviennent et arrêtent ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La ville de Briançon, l'Etat, la Région Provence Alpes Côte d'Azur et le Département des Hautes-Alpes s'engagent pour une durée de trois ans à mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre des travaux de sauvegarde et de mise en sécurité du patrimoine fortifié de Briançon au titre de l'inscription des fortifications de Vauban au patrimoine mondial.

ARTICLE 2 - Liste des opérations

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Ville de Briançon.

Une programmation prévoit l'engagement de 10 opérations (études et travaux) sur la période comprise entre 2012 et 2014.

Calendrier et coût prévisionnel

Ouvrages	calendrier	Montant
Fort des Salettes		
Front Est	2012	470 000 € HT
Enceinte de Ville		
Pont Porte de Pignerol	2012	700 000 € HT
Courtine Front Ouest		
Redans Champ de Mars	2012-2013	20 000 € HT / 400 000 € HT
Terrasse bastion place Eberlé	2012	270 000 € HT
Remparts	2014	300 000 € HT
Fort Dauphin		
Bastion Nord Est	2013-2014	700 000 € HT / 800 000 € HT
Fort du Randouillet		
PAT casernes 11 et 12	2012	40 000 € HT
Mise hors d'eau caserne 12	2013	400 000 € HT
Mise hors d'eau caserne 11	2014	400 000 € HT
	Coût Total	4 500 000 € HT

Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel sur l'ensemble des trois tranches est le suivant :

Financeurs	Montant HT (€)	Pourcentage
Ville de Briançon	900 000	20%
ETAT	1 800 000	40%
Région PACA	900 000	20%
Département des Hautes Alpes	900 000	20%

ARTICLE 3 - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS

La répartition des versements des subventions est la suivante :

Etat : 600 000 €/an

Région Provence Alpes Côte d'Azur : 300 000 €/an

Département des Hautes Alpes : 300 000 €/an

La contribution de la Région Provence Alpes Côte d'Azur à ce programme figure dans le contrat de développement passé entre la Région et la Communauté de communes du Briançonnais.

ARTICLE 4 - OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

La Ville de Briançon s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son objectif ;
- déposer auprès des différents financeurs les dossiers de demandes de subvention correspondant à chacune des tranches annuelles de travaux des différentes opérations
- utiliser les subventions versées aux seuls objets de l'article 1^{er} ;
- citer les partenaires dans les opérations de communication sur l'action et tout support de communication utilisé par le bénéficiaire des subventions ;
- associer les partenaires à toute manifestation publique (visite de chantier, inauguration, ...) et opération de communication ;
- associer les élus et les services des partenaires au Comité de suivi du plan de gestion ;
- organiser une réunion annuelle en septembre avec tous les financeurs au cours de laquelle toutes les informations seront fournies : bilan de l'année écoulée et point sur l'année n+1.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Les partenaires financiers de la Ville de Briançon s'engagent à:

- financer le programme global par le versement d'une subvention au taux suivants :
 - Etat : 40% (sous les conditions usuelles d'annualité budgétaire des crédits de l'Etat, une convention budgétaire annuelle sera établie entre l'Etat et la ville de Briançon
 - Région Provence Alpes Côte d'Azur : 20%
 - Département des Hautes-Alpes : 20%
- intégrer chaque année la somme prévisionnelle à sa contribution au programme de travaux dans son budget primitif et à autoriser lors du vote de ce budget les versements sollicités par la Ville en cours d'année ;
- autoriser globalement le début des études et/ou travaux à la signature de la convention.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE VERSEMENTS DES SUBVENTIONS

Les subventions seront versées chaque année, au compte ouvert au nom de la Ville de Briançon, selon les modalités propres à chaque financeur, et en vigueur à la date de signature de la présente convention.

La Région versera les subventions au vu des pièces justificatives d'exécution et de paiement des travaux, conformément à son règlement financier.

ARTICLE 7 - DOMICILIATION DES PAIEMENTS

Sous réserve du respect par la Ville de Briançon des obligations mentionnées à l'article 4, les subventions seront versées selon les règles comptables en vigueur.

Les partenaires financiers de la Ville de Briançon se libèreront des sommes dues par virement sur le compte bancaire au nom de la Ville de Briançon auprès de la Trésorerie de Briançon :

DOMICILIATION : BDF DE GAP			
Code banque	code guichet	N° compte	clé RIB
30001	00408	C053000000	09

ARTICLE 8 - DÉLAI D'EXÉCUTION DU PROGRAMME

La réalisation des investissements prévus devra être effective dans un délai de 3 ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution du projet (soit au 31/12 2014).

ARTICLE 9 - REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le reversement partiel ou total des subventions versées pourra être exigé dans les cas suivants :

- si l'objet des subventions a été modifié sans autorisation
- si le programme n'est pas réalisé dans les délais prévus à l'article 8

ARTICLE 10 - DURÉE ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présence convention viendra à l'échéance à l'issue du délai prévu à l'article 8. Elle pourra être éventuellement prorogée par avenant.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 12 - LITIGES

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 13 - DÉLÉGATION D'ATTRIBUTION

L'ordonnateur et le comptable assignataires sont respectivement le Maire de la Ville de Briançon et Madame le Trésorier Payeur de Briançon.

Fait en quatre exemplaires, à, le

Le Maire de la Ville de Briançon,

Le Préfet de Région

Gérard FROMM

Hugues PARANT

Le Président du Conseil Régional
Provence Alpes Côte d'Azur

Le Président du Conseil Général
des Hautes-Alpes

Michel VAUZELLE

Jean-Yves DUSSERRE